

# La crise du Burundi déborde sur la région

GRANDS LACS Rwanda, Tanzanie, RDC : tous retiennent leur souffle

- Dans la crise burundaise, les médiateurs régionaux ont leurs intérêts.
- Ils suivent de près le sort de Nkurunziza.

Les assassinats du général Adolphe Nshimirimana, un Hutu chef des renseignements militaires, et du colonel à la retraite Jean Bikomagu, un Tutsi qui fut chef d'état-major du président Buyoya, font craindre une nouvelle escalade de la violence au Burundi qui, au départ d'une crise politique, déboucherait sur un conflit ethnique, faisant reculer le pays de deux décennies. Cette perspective, à laquelle s'ajoute la crise humanitaire incarnée par 170.000 réfugiés déjà hébergés dans les pays voisins (Rwanda et Tanzanie), préoccupe vivement la région et la communauté des Etats d'Afrique de l'Est multiplie les réunions sur le sujet. Mais si, jusqu'à présent, la médiation internationale échoue à faire prévaloir une solution politique, c'est aussi parce que les chefs d'Etat de la région sont prisonniers de leurs propres contradictions et de leurs propres intérêts.

Qu'on en juge : présenté comme médiateur dans une crise née de la volonté du président burundais de briguer un troisième mandat alors que la Constitution n'en prévoit que deux, le président ougandais Museveni est, lui, au pouvoir depuis 1986, une pérennité qui lui vaut une réputation de « sage »...

Quant au président tanzanien, Jakaya Kikwete, sa position est, elle aussi, marquée par l'ambiguïté : la Tanzanie, qui accueille

déjà 100.000 réfugiés burundais, redoute de devoir faire face à une crise humanitaire majeure, mais par ailleurs son président, au début, s'était aligné sur la position américaine, très hostile à un troisième mandat. A cela s'ajoutent des relations glaciales avec Kigali depuis que Kikwete conseilla au président

rwandais, Paul Kagame, d'ouvrir des négociations avec l'opposition armée hutue, que Kigali qualifie toujours de « *génocidaire* ».

Par ailleurs, la Tanzanie, qui abrita les négociations d'Arusha, demeure attachée aux termes d'accords qui furent négociés par Julius Nyerere, le « père de la nation ». Un attachement qui est partagé par M<sup>me</sup> Zuma, présidente de l'Union africaine, qui se souvient du parrainage exercé par Nelson Mandela tout au long des pourparlers de paix.

## Pour Joseph Kabila, l'évolution de la situation au Burundi a valeur de test grandeur nature

La position du Rwanda n'est pas simple, elle non plus. D'une part, le président Kagame bénéficiera certainement d'une modification de la Constitution, 3.700.000 citoyens ayant déjà signé une pétition en ce sens. Mais, alors que voici dix ans, les relations avec le président Nkurunziza étaient excellentes, elles se sont progressivement ternies, en particulier lorsque Bujumbura accorda des facilités de transit aux avions venus de Tanzanie, du Malawi et d'Afrique du Sud, qui participaient à l'opération conjointe contre les rebelles congolais alliés du M23. Aujourd'hui, Kigali non seulement fait

face à un afflux de réfugiés, mais ne peut demeurer indifférent à la montée des tensions ethniques au Burundi et accuse son voisin d'avoir recruté des rebelles hutus « *génocidaires* » pour renforcer ses propres milices Imbonerakure.

Et par ailleurs, le Rwanda est bien forcé d'accueillir de nombreux Tutsis du Burundi, des paysans frontaliers mais aussi des journalistes, des intellectuels et des militaires comme le général Nyombare, auteur d'un putsch manqué à Bujumbura en mai dernier, ce que Bujumbura dénonce comme la préparation d'une nouvelle rébellion.

Quant à la République démocratique du Congo, où le président Kabila ne s'est pas encore prononcé sur son éventuelle candidature à un troisième mandat, l'évolution de la situation au Burundi a valeur de test grandeur nature. Si Nkurunziza réussit à s'accrocher, les partisans de Kabila lui conseilleront de tenter la même aventure. Mais un renversement du voisin donnerait des arguments à ceux qui prônent le strict respect de la Constitution.

A ces sentiments peu désintéressés des chefs d'Etat de la région, s'ajoutent les contradictions de la « communauté internationale » : lors de son voyage en Afrique, le président Obama a déclaré sans ambiguïté qu'il souhaitait des institutions fortes, plutôt que des hommes forts, tandis que la France, qui compte en Afrique de l'Ouest des « présidents amis » installés à vie, se montrerait plus accommodante. Sans oublier la Chine et la Russie qui, au Conseil de sécurité, s'opposent à l'adoption de sanctions contre le Burundi... ■

COLETTE BRAECKMAN

**CÉRÉMONIE SURPRISE****Nkurunziza prête serment**

Le président burundais réélu, Pierre Nkurunziza, a prêté serment jeudi à Bujumbura pour un troisième mandat controversé, dont la conquête a plongé son pays dans une crise politique émaillée de violences meurtrières.

Conformément à la Constitution, le président a prêté serment auprès de la Cour constitutionnelle, devant les deux Chambres du Parlement réunies. Il a notamment juré « *fidélité (...) à la Constitution* » et s'est engagé « *à assurer*

*l'unité nationale et la cohésion du peuple burundais* », alors que ses adversaires l'accusent d'avoir profondément divisé son pays en briguant ce troisième mandat, qu'ils jugent anticonstitutionnel. Cette cérémonie surprise n'a été

annoncée officiellement que quelques heures à l'avance, pour des raisons de sécurité, selon un membre du CNDD-FDD, le parti de M. Nkurunziza. Aucun chef d'Etat étranger n'a fait le déplacement. (afp)